

# Protection Juridique Gestion Locative De Clarens RL

## Conditions Générales



Siège social  
1, place Francisque Regaud  
69002 Lyon  
[www.cfdp.fr](http://www.cfdp.fr)

S.A. au Capital de 1 600 000 € - RCS Lyon 958 506 156 B - Entreprise régie par le Code des Assurances

## ARTICLE 1

### L'OBJET DU CONTRAT ET LES DEFINITIONS

**Le présent contrat (le CONTRAT(\*)) est un contrat d'assurance de protection juridique** souscrit auprès de CFPD Assurances, pour le compte des Bénéficiaires définis à l'article 2.

#### **Les parties au Contrat :**

**LE SOUCRIPEUR (\*) : L'administrateur de biens**, agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires dont il est le mandataire.

**L'INTERMEDIAIRE D'ASSURANCES (\*) : Le Cabinet de Clarens RL**, société de courtage ayant son siège social 17 rue Washington - 75008 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 321 337 420 et au Registre des Intermédiaires en Assurance (ORIAS) sous le numéro 07 002 178.

**L'ASSUREUR (\*) : CFPD Assurances**, entreprise d'assurances régie par le Code des Assurances, société anonyme au capital de 1.600.000 Euros, ayant son siège social 1 Place Francisque Regaud - 69002 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 958 506 156.

Le Contrat a pour objet de « *prendre en charge des frais de procédure ou à fournir des services découlant de la couverture d'assurance, en cas de différend ou de litige opposant l'assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l'assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l'objet ou d'obtenir réparation à l'amiable du dommage subi* » (Article L127-1 du Code des Assurances).

Différence entre protection juridique et défense-recours :

Une garantie de défense-recours est incluse dans la plupart des contrats responsabilité civile : elle permet à un assureur de prendre en charge la défense pénale d'un assuré poursuivi devant des tribunaux répressifs à la suite d'une infraction commise à l'occasion d'un événement couvert en assurance de responsabilité (ex : infraction à l'occasion d'un accident de la circulation) ; lorsqu'un assuré subit un dommage, l'assureur s'engage à réclamer à l'amiable ou en justice, l'indemnisation de son préjudice au tiers responsable, si et seulement si l'évènement dommageable est couvert au titre de la garantie responsabilité civile.

La garantie offerte par les clauses défense-recours est donc beaucoup plus restreinte que celle offerte par l'assurance protection juridique puisqu'elle subordonne sa mise en œuvre, en défense comme en recours, à un événement garanti par le contrat de responsabilité civile.

**Le Contrat est régi par le Code des Assurances, les présentes conditions générales et la notice d'information.**

Comme tout contrat d'assurance, le Contrat est un contrat **aléatoire** : **l'évènement qui déclenche sa mise en œuvre ne doit pas être connu de vous lors de l'adhésion au Contrat. En l'absence d'aléa, le Contrat est nul et la garantie n'est pas due.**

#### **Les définitions :**

- **VOUS (\*)** : les bénéficiaires définis à l'article 2.
- **Le TIERS(\*) ou AUTRUI(\*)** : toute personne étrangère au Contrat.
- **Le LITIGE(\*) ou le DIFFEREND(\*)** : une situation conflictuelle causée par un désaccord, un événement préjudiciable ou un acte répréhensible vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à vous défendre devant une juridiction ; **pour être couvert par le Contrat, Le Litige ou le Différend doit être survenu pendant la durée de votre adhésion.**
- **Le SINISTRE(\*)** : le refus qui est opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire (article L127-2-1 du Code des Assurances).
- **Le BIEN IMMOBILIER (\*)** : un local destiné à la location situé dans un département français (y compris Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane Française), ou en Principautés d'Andorre ou de Monaco.

(\*) Pour mieux identifier les termes à valeur contractuelle, ils seront employés avec une majuscule dans les présentes conditions générales.

## ARTICLE 2

### LES BENEFICIAIRES DES GARANTIES

Les Bénéficiaires des garanties du Contrat sont les propriétaires bailleurs d'un ou plusieurs biens immobiliers confié(s) en gestion au Souscripteur par mandat et ayant adhéré au Contrat.  
Les Bénéficiaires sont dûment désignés à l'Assureur par une liste indiquant la localisation du bien objet de la garantie ainsi que la nature du bail.

## ARTICLE 3

### LES GARANTIES

Pour Vous apporter les moyens de résoudre votre litige dans les domaines garantis suivants, Vous bénéficiez des dix (10) engagements de l'Assureur décrits à l'article 4, sans délai de carence, selon les modalités générales définies aux articles 5 à 10 des présentes conditions et sous réserve des modalités spécifiques prévues au présent article.

**Seul(s) le (ou les) bien(s) immobilier(s) déclaré(s) à votre adhésion au contrat ou au cours de celui-ci bénéficie(nt) des garanties.**

#### **3.1. Les relations avec vos locataires**

Vous êtes confronté à un litige avec votre locataire :

En cours de bail :

- cession ou sous-location sans autorisation,
- demande de réalisation de travaux injustifiés,
- refus du locataire de laisser exécuter des travaux de conservation,
- réalisation de travaux de transformation sans autorisation,
- contestation des augmentations de loyer, des répartitions des charges,
- usage non paisible ou non conforme à la destination du bien immobilier,
- défaut d'assurance,
- abandon du logement (« départ à la cloche de bois »),
- ...

En fin de bail :

- défaut de présentation à l'état des lieux, de remise des clés,
- refus de laisser visiter les lieux loués,
- contestation du congé,
- non-respect du délai de préavis,
- contestation du montant restitué au titre du dépôt de garantie,
- non-exécution des réparations locatives, mauvais entretien des équipements, dégradations importantes,
- contestation des modalités de renouvellement du bail,
- ...

#### **3.2. La protection de vos biens immobiliers**

Vous rencontrez des difficultés avec vos prestataires et fournisseurs :

- les organismes bancaires, de crédit, les assurances,
- les entreprises ayant réalisé pour vous de menus travaux de réparation ou d'aménagement,
- le notaire,
- ...

Vous êtes confronté à un litige avec le vendeur ou l'acquéreur du bien immobilier.

Vous subissez des nuisances ou faites l'objet de réclamation de la part de vos voisins.

Vous rencontrez des difficultés avec la copropriété.

Vous êtes confronté à des problèmes de tous ordres avec les services publics et les collectivités territoriales.

### 3.3. La fiscalité de vos biens immobiliers

Vous rencontrez des difficultés avec :

- l'administration fiscale,
- votre conseil en défiscalisation.

### 3.4. Le recouvrement de vos créances locatives

L'Assureur s'engage à Vous assister pour recouvrer vos créances résultant d'un défaut de paiement par votre locataire.

Ces créances sont constituées par les loyers, les charges et taxes récupérables, prévus au bail.

### 3.5. Les procédures en résiliation de bail et d'expulsion

L'Assureur s'engage à Vous assister dans la procédure visant à faire appliquer la clause résolutoire prévue au bail, dans le cadre de vos impayés tels que décrits à l'article 3.4.

**Pour l'application des garanties 3.4 et 3.5, Vous bénéficiez des 10 engagements de l'Assureur décrits à l'article 4, selon les modalités définies aux articles 5 à 10 des conditions générales, sauf pour les modalités spécifiques dérogatoires définies ci-dessous :**

**Délai de carence :** Le défaut de paiement doit avoir été constaté 3 mois au moins après la date de prise d'effet de l'adhésion au Contrat.

**Franchise :** Il revient à l'Assureur 15 % du montant des créances effectivement recouvrées auprès du locataire défaillant, à titre de franchise et à concurrence des débours externes restés à sa charge, et ce quand bien même il Vous réglerait directement.

**Instruction du dossier :** Vous Vous engagez à transmettre à l'Assureur votre réclamation accompagnée de toutes les informations et pièces utiles : la copie du contrat de bail et de l'acte de caution, les copies des mises en demeure ainsi que celles des courriers de rappel, la copie du commandement de payer resté infructueux, le décompte exact des sommes dues.

**Insolvabilité :** L'intervention de l'Assureur cesse à la constatation sans équivoque de l'insolvabilité du locataire défaillant.

## ARTICLE 4 LES 10 ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR

**Pour Vous apporter les moyens de résoudre un Litige ou Différend garanti, l'Assureur s'engage :**

**4.1 A Vous écouter** et Vous fournir des renseignements juridiques par téléphone au numéro qui Vous est dédié, des juristes qualifiés sont à votre écoute du lundi au vendredi de 9 à 12 H et de 14 à 17H00.

**4.2 A Vous rencontrer** sur simple rendez-vous, dans la délégation la plus proche de Vous parmi les 40 implantations réparties sur tout le territoire.

**4.3 A Vous informer** sur vos droits et les mesures nécessaires à la sauvegarde de vos intérêts et à Vous conseiller sur la conduite à tenir devant un différend, sans pour autant effectuer à votre place vos démarches normales de gestion.

**4.4 A Vous aider** à réunir les pièces et témoignages nécessaires à la constitution de votre dossier de réclamation ou de défense et à effectuer les démarches nécessaires pour obtenir une solution négociée et amiable.

**4.5 A Vous faire assister** par des experts qualifiés quand la spécificité de la matière le nécessite et que cela est utile à la résolution du Litige ou Différend. L'expert vous assistera et rendra si besoin une consultation écrite après Vous avoir entendu. Cet avis consultatif destiné à étayer votre réclamation ou votre défense Vous sera communiqué.

L'Assureur prend en charge les frais et honoraires de cet expert dans la limite des montants contractuels garantis.

**4.6 A Vous proposer une médiation** indépendante des parties. Le médiateur sera désigné sur une liste par une association ou un groupement professionnel sur demande de l'Assureur et avec votre acceptation. Il prendra contact avec les parties, les réunira et les mettra en condition de trouver par elles-mêmes la solution au Litige ou Différend en cours.

**Lorsque toute tentative de résolution du Litige ou Différend sur un terrain amiable a échoué, ou lorsque votre adversaire est assisté par un avocat, l'assureur s'engage :**

**4.7 A Vous faire représenter** par l'auxiliaire de justice de votre choix.

**4.8 A prendre en charge**, dans la limite des montants contractuels garantis :

- les frais et honoraires des avocats et experts ;
- les frais de procès comprenant notamment les frais d'huissier, d'expertise judiciaire ...

Les montants contractuels de prise en charge ou de remboursement des frais et honoraires sont mis à jour chaque année et Vous seront communiqués sur simple demande.

**4.9 A organiser votre défense judiciaire** en respectant le libre choix de votre défenseur.

Conformément à l'article L127-3 du Code des Assurances, lorsque Vous faites appel à un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre, Vous représenter ou servir vos intérêts, Vous avez la liberté de le choisir.

Vous choisissez donc en toute liberté et indépendance l'avocat chargé de vos intérêts ; l'Assureur intervient seulement pour donner son accord sur le principe de la saisine mais ne désigne pas d'avocat à votre place. Si Vous n'en connaissez pas, Vous pouvez Vous rapprocher de l'Ordre des Avocats du barreau compétent ou demander par écrit à l'Assureur de Vous communiquer les coordonnées d'un avocat.

**Vous avez la maîtrise de la direction du procès en concertation avec l'avocat que Vous avez choisi.**

Lors de la saisine de l'avocat, celui-ci est tenu en application des règles déontologiques de sa profession, de vous faire signer une convention d'honoraires afin de vous informer des modalités de détermination de ses honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant.

Par principe, vous faites l'avance des frais et honoraires et l'Assureur vous rembourse sur justificatifs le montant des factures réglées dans la limite des montants contractuels garantis.

Si la convention d'honoraires le prévoit ou si vous en faites la demande, l'Assureur peut procéder directement au règlement de la facture adressée par l'avocat, et ce dans la limite des montants contractuels garantis.

Qu'il s'agisse d'un paiement direct ou d'un remboursement, le règlement de l'Assureur sera effectué au plus tard 30 jours après réception des justificatifs et interviendra Hors Taxes si vous récupérez la TVA, Toutes Taxes Comprises dans le cas contraire.

**4.10 A Vous répondre** et traiter votre demande, dans toutes les hypothèses, **dans les plus brefs délais.**

## ARTICLE 5 VOS OBLIGATIONS

Vous Vous engagez :

**5.1 A déclarer le Sinistre** à l'Assureur dès que Vous en avez connaissance sauf cas de force majeure, afin que l'Assureur puisse défendre au mieux vos intérêts.

L'Assureur ne peut néanmoins Vous opposer une déchéance de garantie pour déclaration tardive que s'il est prouvé que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

Vous devez préciser la nature et les circonstances de votre Litige ou Différend et transmettre toutes les informations utiles telles que avis, lettres, convocations, actes d'huissier, éventuelles assignations...

**5.2 A relater les faits** et circonstances avec la plus grande précision et sincérité.

**5.3 A fournir dans les délais prescrits** par la loi ou les règlements tous documents à caractère obligatoire.

**5.4 A établir par tous moyens la réalité du préjudice que Vous alléguiez : l'Assureur ne prend jamais en charge les frais de rédaction d'actes, d'expertises, les constats d'huissier, les frais liés à l'obtention de témoignages, d'attestations ou de toutes autres pièces justificatives destinées à constater ou à prouver la réalité de votre préjudice, à identifier ou à rechercher votre adversaire, diligents à titre conservatoire ou engagés à votre initiative.**

**5.5 A ne prendre aucune initiative sans concertation préalable avec l'Assureur.**

Si Vous prenez une mesure, mandatez un avocat ou tout autre auxiliaire de justice avant d'en avoir avisé l'Assureur et obtenu son accord écrit, les frais exposés restent à votre charge.

Néanmoins, si Vous justifiez d'une situation d'urgence caractérisée nécessitant la prise immédiate d'une mesure conservatoire, l'Assureur Vous remboursera, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais et honoraires des intervenants que Vous avez mandatés sans avoir obtenu son accord préalable.

## ARTICLE 6 LES EXCLUSIONS

Votre Contrat Vous offre les garanties décrites à l'article 3 pour tout ce qui n'est pas exclu ci-dessous.

### 6.1 LES EXCLUSIONS GENERALES

L'ASSUREUR N'INTERVIENT JAMAIS POUR :

- LES LITIGES OU DIFFERENDS NE RELEVANT PAS DES GARANTIES EXPRESSEMENT DECRITES A L'ARTICLE 3,
- LES LITIGES OU DIFFERENDS NE CONCERNANT LE BIEN IMMOBILIER DESIGNÉ A L'ASSUREUR,
- LES LITIGES OU DIFFERENDS TROUVANT LEUR ORIGINE DANS UNE CATASTROPHE NATURELLE AYANT FAIT L'OBJET D'UN ARRETE MINISTERIEL OU PREFECTORAL, UNE GUERRE CIVILE OU ETRANGERE, UNE EMEUTE, UN MOUVEMENT POPULAIRE, UNE MANIFESTATION, UNE RIXE, UN ATTENTAT, UN ACTE DE VANDALISME, DE SABOTAGE OU DE TERRORISME,
- LES LITIGES OU DIFFERENDS EN RAPPORT AVEC UNE VIOLATION INTENTIONNELLE DES OBLIGATIONS LEGALES OU INCONTESTABLES, UNE FAUTE, UN ACTE FRAUDULEUX OU DOLOSIF QUE VOUS AVEZ COMMIS VOLONTAIREMENT CONTRE LES BIENS ET LES PERSONNES EN PLEINE CONSCIENCE DE LEURS CONSEQUENCES DOMMAGEABLES ET NUISIBLES,
- LES LITIGES OU DIFFERENDS RELEVANT D'UNE GARANTIE DUE PAR UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE DOMMAGE, RESPONSABILITE CIVILE OU LOYERS IMPAYES (SAUF OPPOSITION D'INTERET OU REFUS INJUSTIFIE D'INTERVENIR DE CELLE-CI) AINSI QUE CEUX RELEVANT DU DEFAUT DE SOUSCRIPTION PAR VOUS D'UNE ASSURANCE OBLIGATOIRE,
- LES LITIGES OU DIFFERENDS DONT LES MANIFESTATIONS INITIALES SONT ANTERIEURES ET CONNUES DE VOUS A LA PRISE D'EFFET DE VOTRE ADHESION CONTRAT OU QUI PRESENTENT UNE PROBABILITE D'OCCURRENCE A L'ADHESION,
- LES LITIGES OU DIFFERENDS RELATIFS A LA GESTION OU A L'ADMINISTRATION D'UNE SOCIETE CIVILE OU COMMERCIALE, D'UNE ASSOCIATION OU D'UNE COPROPRIETE,
- LES LITIGES RELEVANT DU DROIT DE L'URBANISME ET DE L'EXPROPRIATION,
- LES LITIGES LIES AUX SERVITUDES, AU BORNAGE ET AUX ACTIONS EN RECHERCHE DE MITOYENNETE, LES ACTIONS PETITOIRES ET POSSESSOIRES.
- LE DROIT DES PERSONNES (LIVRE 1ER DU CODE CIVIL), LES SUCCESSIONS, LIBERALITES ET CONTRATS DE MARIAGE,
- LES LITIGES VOUS OPPOSANT AU SOUSCRIPTEUR DU CONTRAT.

### 6.2 LES FRAIS EXCLUS

QUE CE SOIT EN RECOURS OU EN DEFENSE, L'ASSUREUR NE PREND JAMAIS EN CHARGE :

- LES FRAIS ENGAGES SANS SON ACCORD PREALABLE,
- LES FRAIS DE L'ACTE EXTRAJUDICIAIRE PRELIMINAIRE A L'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE JUDICIAIRE, TEL QUE LE COMMANDEMENT DE PAYER VISANT LA CLAUSE RESOLUTOIRE DU CONTRAT DE BAIL, LE COMMANDEMENT DE PRODUIRE UNE ATTESTATION D'ASSURANCE HABITATION, LA MISE EN DEMEURE DE CESSER LES TROUBLES DE VOISINAGE, LE CONGE ET LA SOMMATION D'AVOIR A JUSTIFIER DE L'OCCUPATION DES LIEUX,
- LES FRAIS LIES A L'EXECUTION D'UNE DECISION JUDICIAIRE AUTRES QUE CEUX D'UN AUXILIAIRE DE JUSTICE (DEMEMAGEMENT, GARDE MEUBLE, SERRURIER...),
- LES AMENDES, LES CAUTIONS, LES CONSIGNATIONS PENALES, LES ASTREINTES, LES INTERETS ET PENALITES DE RETARD,
- TOUTE SOMME DE TOUTE NATURE A LAQUELLE VOUS POURRIEZ ETRE CONDAMNE A TITRE PRINCIPAL ET PERSONNEL,
- LES FRAIS ET DEPENS EXPOSES PAR LA PARTIE ADVERSE ET QUE VOUS DEVEZ SUPPORTER PAR DECISION JUDICIAIRE,
- LES SOMMES AU PAIEMENT DESQUELLES VOUS POURRIEZ ETRE EVENTUELLEMENT CONDAMNE AU TITRE DES ARTICLES 700 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE, 375 ET 475-1 DU CODE DE PROCEDURE PENALE, L761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, AINSI QUE DE LEURS EQUIVALENTS DEVANT LES JURIDICTIONS ETRANGERES,
- LES SOMMES DONT VOUS ETES LEGALEMENT REDEVABLE AU TITRE DE DROITS PROPORTIONNELS,
- LES HONORAIRES DE RESULTAT.

## ARTICLE 7

### LES MONTANTS CONTRACTUELS DE PRISE EN CHARGE 2012

Les montants sont cumulables et représentent le maximum des engagements par intervention ou juridiction.

Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d'un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, de postulation, etc...) et constituent la limite de la prise en charge même si Vous changez d'avocat.

Les honoraires sont réglés une fois la prestation effectuée.

BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D'AVOCAT OU D'EXPERT	En € TTC
Consultation d'Expert	766 €
Démarches amiables : Intervention amiable Protocole ou transaction	220 € 656 €
Assistance préalable à toute procédure pénale Assistance à une instruction ou à une expertise judiciaire	766 €
Expertise Amiable	2 186 €
Démarche au Parquet ( <i>forfait</i> )	252 €
Médiation conventionnelle ou judiciaire, arbitrage	1 092 €
Tribunal de Police Juridiction de Proximité statuant en matière pénale	1 092 €
Tribunal Correctionnel	1 748 €
Commissions diverses	1 092 €
Tribunal d'Instance Juridictions de Proximité statuant en matière civile	1 638 €
Tribunal de Grande Instance Tribunal de Commerce Tribunal Administratif Autres juridictions du 1 <sup>er</sup> degré	2 186 €
Référé Référé d'heure à heure	1 312 € 1 638 €
Ordonnance du Juge de la mise en état	1 312 €
Ordonnance sur requête ( <i>forfait</i> )	874 €
Cour ou juridiction d'Appel	2 186 €
Recours devant le premier Président de la Cour d'Appel	1 092 €
Cour de Cassation Conseil d'Etat Cour d'Assises	3 714 €
Juge de l'exécution	1 312 €

PLAFONDS, FRANCHISE et SEUIL D'INTERVENTION	En € TTC
<b>Plafond maximum de prise en charge par litige :</b>	<b>43 686 €</b>
<b>Dont plafond pour :</b>	
- Démarches amiable	1 092 €
- Expertise Judiciaire	10 610 €
- Frais d'huissier liés à la procédure d'expulsion	1 500 €
- Frais d'huissier liés à la procédure d'exécution pécuniaire	800 €
<b>Seuil d'intervention :</b>	<b>0 €</b>
<b>Franchise article 3.1 à 3.3 :</b>	<b>0 €</b>
<b>Franchise article 3.4 et 3.5 :</b>	<b>15% des créances recouvrées</b>

## ARTICLE 8

### LA SUBROGATION

Les indemnités qui pourraient Vous être allouées au titre des articles 700 du Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, L761-1 du Code de la Justice Administrative ou leurs équivalents devant les juridictions étrangères, ainsi que les dépens et autres frais de procédure Vous bénéficient par priorité pour les dépenses restées à votre charge, et subsidiairement à l'Assureur dans la limite des sommes qu'il a engagées.



## ARTICLE 9 LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

### **9.1 Dans le temps**

Les garanties du Contrat prennent effet dès l'adhésion au Contrat et sont applicables pendant toute la durée de l'adhésion, sauf résiliation dans les conditions prévues au § 9.2 ci-dessous.

### **9.2 Expiration de l'adhésion**

L'adhésion prend fin en cas :

- de résiliation, pour quelque cause que ce soit, de l'adhésion au Contrat.
- de résiliation du mandat de gestion conclu avec le Souscripteur.
- de résiliation du présent Contrat, le Souscripteur s'engageant alors à informer les Bénéficiaires de la fin de la garantie.

En cas de résiliation de l'adhésion avant la date d'échéance du Contrat, la prime annuelle restera acquise en totalité à l'Assureur.

### **9.3 Dans l'espace**

Les garanties s'appliquent dans tous les départements français (y compris Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane Française), ainsi qu'en Principauté d'Andorre et Principauté de Monaco.

### **9.4 La cotisation**

En cas de non-paiement de la cotisation, dans les dix (10) jours de son échéance, l'Assureur peut suspendre la garantie trente (30) jours après une mise en demeure adressée au Souscripteur, par lettre recommandée avec accusé de réception lui réclamant la cotisation impayée. L'Assureur a le droit de résilier le Contrat dix (10) jours après l'expiration de ce délai de trente (30) jours (article L113-3 du Code des Assurances).

### **9.5 La résiliation**

Le Contrat peut être résilié :

#### **Par le Souscripteur ou l'Assureur :**

- à la date d'échéance principale, chaque année, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de deux (2) mois (Article L113-12 du Code des Assurances),
- avant la date d'échéance dans l'un des cas de modification ou de cessation du risque et aux conditions prévues par l'article L113-16 du Code des Assurances.

#### **Par l'Assureur :**

- en cas d'aggravation du risque en cours de Contrat (Article L113-4 du Code des Assurances),
- en cas d'omission ou de déclaration inexacte (Article L113-9 du Code des Assurances),

#### **Par le Souscripteur :**

- en cas de diminution du risque (Article L113-4 du Code des Assurances).

#### **De plein droit :**

- en cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (Article L326-12 du Code des Assurances).

### **9.6 La prescription**

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance (article L 114-1 du Code des Assurances).

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité (article L 114-2 du Code des Assurances).

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont la demande en justice, l'acte d'exécution forcée, la reconnaissance du droit par le débiteur.

Un nouveau délai de deux ans court à compter de l'acte interruptif de prescription ; il peut être suspendu ou interrompu dans les mêmes conditions que le premier.



## ARTICLE 10

### LA PROTECTION DE VOS INTERETS

#### **10-1 Le droit de renonciation en cas de vente à distance** (Article L 112-2-1 du Code des Assurances)

Si le présent contrat a été conclu à distance, vous pouvez y renoncer dans les 14 jours à compter de sa conclusion ou de la réception de nos conditions contractuelles.

Cette faculté peut être exercée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception rédigé selon le modèle suivant : Je soussigné(e) (nom, prénom et adresse) déclare renoncer à mon adhésion au contrat -----  
- proposé par l'assureur que j'ai signé le ----- (Date) par l'intermédiaire de (Nom du courtier en assurance) et demande le remboursement de toute cotisation éventuellement déjà encaissée. (Date et Signature)

Si la garantie avait pris effet à votre demande expresse avant l'expiration du délai de renonciation, nous conserverons en contrepartie une portion de la cotisation émise, calculée *pro rata temporis*.

#### **10-2 Le droit de renonciation en cas de démarchage à domicile** (Article L 112-9 du Code des Assurances)

Si le présent contrat a été conclu dans le cadre d'un démarchage à votre domicile, à votre résidence ou sur votre lieu de travail, vous pouvez y renoncer dans les 14 jours à compter de sa conclusion.

Cette faculté peut être exercée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception rédigé selon le modèle suivant : Je soussigné(e) (nom, prénom et adresse) déclare renoncer à mon adhésion au contrat -----  
- proposé par l'assureur que j'ai signé le ----- (Date) par l'intermédiaire de (Nom du courtier en assurance) et demande le remboursement de toute cotisation éventuellement déjà encaissée. (Date et Signature)

Si vous avez connaissance d'un sinistre mettant en jeu la garantie du contrat, vous ne pouvez plus exercer le droit de renonciation.

En cas de renonciation, vous êtes tenu au paiement de la partie de cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru.

#### **10.3 Le secret professionnel** (Article L127-7 du Code des Assurances)

Les personnes qui ont à connaître des informations que Vous communiquez pour les besoins de votre cause, dans le cadre du Contrat, sont tenues au secret professionnel.

#### **10.4 L'obligation à désistement**

Toute personne, chargée d'une prestation juridique, qui a un intérêt direct ou indirect à son objet, doit se désister.

#### **10.5 L'examen de vos réclamations**

Toute réclamation doit être formulée au siège social de l'Assureur qui saisira son responsable qualité. Si la position de ce dernier ne Vous satisfait pas, il sera demandé l'avis du médiateur dont les coordonnées et les modalités de saisine Vous seront communiquées sur simple demande. L'avis indépendant rendu par le médiateur ne s'impose pas à Vous et Vous conservez la faculté, le cas échéant, de saisir le tribunal compétent.

#### **10.5 Le désaccord ou l'arbitrage** (Article L127-4 du Code des Assurances)

En cas de désaccord entre Vous et l'Assureur au sujet de mesures à prendre pour régler un Différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'Assureur. Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque Vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si Vous avez engagé à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui Vous avait été proposée par l'Assureur ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, l'Assureur Vous indemnise des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite des montants contractuels garantis.

#### **10.6 Le conflit d'intérêts** (Article L127-5 du Code des Assurances)

En cas de conflit d'intérêts entre Vous et l'Assureur ou de désaccord quant au règlement du Litige ou Différend, l'Assureur Vous informe du droit mentionné à l'article L127-3 du Code des Assurances et de la possibilité de recourir à la procédure mentionnée à l'article L127-4 du Code des Assurances.

**10.7 La loi « Informatique et libertés »**

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il est précisé que les données à caractère personnel recueillies sont obligatoires pour conclure le présent Contrat et, qu'à ce titre, elles feront l'objet d'un traitement dont le responsable est l'Assureur, ce qu'acceptent expressément les personnes sur lesquelles portent les données.

Ces données pourront être utilisées pour les besoins de la gestion des services souscrits en exécution du Contrat par l'Assureur et ses partenaires au Contrat. Elles pourront être également utilisées pour les actions commerciales de l'Assureur et de ses partenaires.

Ces données pourront également être communiquées à des Tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

Les signataires du Contrat bénéficient du droit d'obtenir communication de leurs données auprès de l'Assureur, d'en exiger, le cas échéant, la rectification, de s'opposer à leur utilisation à des fins de prospection, notamment commerciale.

**10.8 L'autorité de contrôle**

L'autorité de contrôle de l'Assureur est l'ACP (Autorité de Contrôle Prudentiel), 61 rue Taitbout - 75436 Paris Cedex 09.